

MODALITES DE COMMANDES ET DE LIVRAISON EN MODE « STANDARD »

1. PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées au carton par le prestataire logistique, représentant le pouvoir adjudicateur, **dans les conditions suivantes (« J » étant le jour de réception des marchandises sur la plateforme du prestataire logistique) :**

- **les commandes « standard » : en J-3 entre 12h30 et 13h (au plus tard);**
- **les commandes « complémentaires » : en J-2 avant 15h30.**

Le prestataire logistique peut ainsi passer un maximum de deux (2) commandes pour une livraison unique (c'est-à-dire une livraison un jour donné à la plateforme de Nemours).

Pour information, il peut occasionnellement arriver que le pouvoir adjudicateur souhaite la création d'un « stock tampon » pour les produits du présent accord-cadre à bons de commande, ce qui implique une commande de quantités plus importantes par rapport aux commandes « habituelles ».

La quantité minimale de commande est indiquée par le titulaire dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement. Dans les cas où cette quantité minimale de commande par livraison n'est pas respectée, le titulaire a la faculté d'imputer des frais de port.

Les bons de commande sont communiqués par EDI si le titulaire en a la capacité ; à défaut, ils peuvent être transmis par écrit (courriel, télécopie). Aucune commande ne peut être passée oralement.

Les bons de commande mentionnent :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- la nature des produits ;
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- le code produit du titulaire ;
- les quantités commandées ;
- la date de livraison ;
- le code service du pouvoir adjudicateur (DFR_VM) ;
- l'adresse de facturation ;
- les noms et signature de la personne habilitée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le titulaire.

De préférence, lorsque le volume de la commande est inférieur à une journée de production, la marchandise livrée provient d'un lot unique (ou lot constitué de produits ayant une même origine, un même conditionnement et une même journée de fabrication).

2. CONFIRMATION DE COMMANDE

Le titulaire est tenu d'accuser réception des commandes dans un délai de 4 heures (ou lendemain avant 10h pour les commandes passées après 17h). Par ailleurs, il est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toute rupture ou défaut de fonctionnement (non-respect de la date limite de consommation, retard, etc.) dans les mêmes délais. Le pouvoir adjudicateur relance le titulaire qui n'a pas transmis sa confirmation de commande (cette relance intervient dans le calcul du taux de performance fournisseur établi mensuellement).

Cette confirmation est impérative et doit être l'exact reflet de la livraison à venir dans la mesure où elle génère une confirmation de mise à disposition aux clients destinataires. A défaut de confirmation, les lignes de commandes sont considérées non disponibles. En cas d'absence de livraison, les ruptures à

l'approvisionnement sont constatées dans le calcul du taux de performance du fournisseur et génèrent les pénalités correspondantes.

EDI : le fournisseur privilégie l'envoi de messages EDI au prestataire logistique. L'engagement du fournisseur quant à sa capacité à utiliser l'EDI est reprise dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement. Dans la mesure où le titulaire dispose d'un EDI capable de gérer les flux de commande, il s'engage à utiliser les échanges EDI pour les commandes dès le début des prestations ou dans les semaines suivantes. Les échanges EDI (ORDERS) doivent respecter le standard EANCOM D.96A.

3. MODIFICATION DE COMMANDE CLIENT

Exceptionnellement, l'EdA peut demander au fournisseur, s'il l'accepte, d'annuler une commande d'approvisionnement pour la remplacer par une commande corrigée.

4. DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison est le délai qui est nécessaire au titulaire pour livrer les produits d'une commande passée par le pouvoir adjudicateur lorsque la commande est passée le jour entre 12h30 et 13h. Il correspond au délai standard que le pouvoir adjudicateur peut imposer. Toutefois, à chaque émission de bon de commande, la date réelle de livraison est indiquée sur ce même bon de commande.

Si le titulaire n'est pas en mesure de livrer les produits commandés à la date convenue, il en informe le pouvoir adjudicateur.

Le fournisseur a, au niveau du taux de service, une obligation de satisfaction d'au moins 98% ; s'il descend en dessous de ce taux, les pénalités sont appliquées. Le fournisseur indique la quantité et le délai qu'il peut réaliser. Le prestataire logistique décide ou non de l'acceptation de la ligne de commande. Des échanges peuvent avoir lieu entre le fournisseur et le prestataire logistique pour définir les solutions éventuelles à la pénurie partielle. En cas de refus de la confirmation du fournisseur, la commande est considérée comme nulle.

En cas de retard, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre fournisseur pour exécuter ladite commande. Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire le prix réellement payé ainsi que le coût logistique supplémentaire que cet approvisionnement occasionne. Ce « surcoût » fait l'objet d'une facturation par le pouvoir adjudicateur. Ceci n'est pas exclusif de l'application des pénalités de retard imputables au titulaire.

Si le titulaire ne respecte pas ses engagements contractuels à plusieurs reprises, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité.

Les produits sont livrés par le titulaire sur la plateforme unique du pouvoir adjudicateur située à Nemours (77).

5. CONDITIONS DE LIVRAISON

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage doivent être réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

Le pouvoir adjudicateur fixe, en accord avec le fournisseur, le créneau de réception des marchandises.

Les conditions de livraison sont définies ci-après :

- la présentation des documents de transport se fait avant la mise à quai ;
- les livraisons sont effectuées par le titulaire par ses moyens propres (les déchargements sont à la charge du prestataire) ;

Les bons de livraison ne sont pas valorisés. Ils doivent comporter :

- les coordonnées du titulaire ;
- les références de la commande ;
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- la quantité livrée avec son numéro de lot de fabrication ou sa DLC ;
- le nombre de colis par palette ;
- le nombre de palettes remises par le titulaire ;
- la date de livraison ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et pouvoir adjudicateur).

Un exemplaire du bon de livraison, émargé des deux parties, est annexé à la facture envoyée par le titulaire au pouvoir adjudicateur, un autre exemplaire est remis au représentant du pouvoir adjudicateur chargé de la réception.

Le fournisseur doit émettre un bordereau de livraison par commande.

Les horaires de livraison sont fixés d'un commun accord entre les titulaires et le pouvoir adjudicateur à chaque émission de la commande.

Incident après la confirmation de commande et avant la livraison :

Si le fournisseur n'est pas en mesure de livrer les produits commandés à la date convenue, il en informe le prestataire logistique. Si cette nouvelle date n'est pas compatible avec les obligations du prestataire logistique, ce dernier informe l'EdA qui peut faire appel à un autre fournisseur (exécution aux frais et risques du titulaire). Conformément à l'article 11.4.2. du CCAG/FCS, le surcoût (transport et vivres) est imputé au titulaire défaillant, et la commande est considérée comme nulle.

Si le prestataire logistique accepte la nouvelle date de livraison, un nouveau rendez-vous est défini, et la commande reste valable. Ce changement de date est pris en compte dans l'évaluation de la performance des fournisseurs.

6. PONCTUALITE

Dans le cadre des livraisons, une tolérance de plus ou moins 30 minutes est acceptée par le prestataire logistique par rapport à l'heure de rendez-vous définie.

Livraison en retard (+/- 30 minutes) :

Au-delà de ce délai, le chauffeur prévient sa cellule transport. Le fournisseur prend contact avec le prestataire logistique afin de l'informer du délai prévisionnel du retard. Si la situation ne se débloque pas, le prestataire logistique prend contact avec le fournisseur afin de convenir d'un nouveau rendez-vous. Le prestataire logistique avec accord de l'EdA peut refuser la réception tardive et rend compte à l'Economat des Armées des non-respects horaires du fournisseur.

7. RELIQUAT

Le prestataire logistique ne gère aucun reliquat de commandes ; les quantités manquantes le jour de la livraison ne peuvent faire l'objet d'aucune livraison complémentaire. Le prestataire logistique refuse systématiquement une mise à disposition de reliquat. Toutefois, le reliquat peut faire l'objet d'une nouvelle commande après accord de la nouvelle date de rendez-vous.

8. CONTROLE A RECEPTION

Après le contrôle du respect de l'heure de rendez-vous, de la conformité des documents de transport et de livraison, les contrôles sont réalisés en deux temps : de manière contradictoire par le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire puis sur la plateforme du pouvoir adjudicateur.

8.1. Premiers contrôles

8.1.1. Aspect extérieur des colis

Le représentant du pouvoir adjudicateur contrôle l'aspect général des colis. En cas de défectuosité d'un colis sur une palette (ex : colis détériorés en bas de palette), la palette entière peut être refusée pour des raisons de traçabilité.

8.1.2. Nombre de supports

Le représentant pouvoir adjudicateur est chargé de réceptionner un nombre précis de palettes/colis concernés qu'il compte avec le fournisseur ; les opérations de vérification quantitative ont lieu sur la plateforme du pouvoir adjudicateur en présence de celui-ci (ou d'un de ses représentants) et du fournisseur considéré. Une fiche palette récapitule le nombre de colis par référence sur chaque palette.

8.2. Contrôle sur la plateforme du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur établit, pour tous les produits, les contrôles suivants sur la plateforme :

- comptage des colis ;
- contrôle des DLC ;
- contrôle du poids des colis : poids moyen du colis, multiplié par le nombre de colis ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités de produits.

Si le prestataire logistique constate un non-respect du contrat date, un retour en date sur les DLC livrées, un excédent de quantité ou tout autre manquement lors du contrôle sur sa plateforme dans les 24 heures suivant la date de la livraison, il a la possibilité de refuser les marchandises. Selon l'importance financière, il envoie soit un courrier électronique ou une télécopie, soit une lettre recommandée avec accusé de réception au fournisseur relatant l'incident avec copie au pouvoir adjudicateur.

Les produits refusés sur la plateforme du prestataire logistique sont mis en zone de retour et doivent être repris par le fournisseur sous 48 heures (sous réserve de conservation des produits). Le prestataire logistique informe le fournisseur dès le placement des produits en zone de retour (courrier électronique ou télécopie). L'organisation et la reprise de ces marchandises sont à l'entière charge du fournisseur. A défaut d'action du fournisseur dans les délais impartis, les marchandises sont détruites par le prestataire logistique ; la facture correspondant à ces frais de destruction est transmise au fournisseur avec une copie du certificat de destruction émis par le centre de destruction et la somme globale est automatiquement déduite de la facturation ultérieure.

La même procédure est appliquée en cas de produits avariés ou touchés par une alerte sanitaire.